

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
NORTH ATLANTIC COUNCIL

75

EXEMPLAIRE  
COPY

MF  
ORIGINAL : ANGLAIS  
9 décembre 1963

NATO CONFIDENTIEL  
DOCUMENT  
AC/127-D/148

COMITE ECONOMIQUE

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MOYENS DE FAIRE ECHEC  
A LA PENETRATION ECONOMIQUE SOVIETIQUE EN IRAK

Note du Président du Groupe de Travail

Pour remplir le mandat qui lui a été confié par le Comité Economique (1), le Groupe de travail a établi le rapport ci-joint ainsi qu'un projet de note de couverture du Président du Comité Economique.

2. Sous réserve de l'accord du Comité, cette note de couverture pourrait être attachée soit à la partie "Résumé et Conclusions" (paragraphe 1 à 4), soit au rapport complet pour constituer le document qui serait soumis au Conseil.

(Signé) A. VINCENT

---

(1) AC/127-R/106, Point III (2)

NATO CONFIDENTIEL

COMITE ECONOMIQUE

LA RIPOSTE A LA PENETRATION ECONOMIQUE  
SOVIETIQUE EN IRAK

Projet de note du Président

1. Dans le cadre de ses études sur l'offensive économique sino-soviétique dans les régions sous-développées du monde libre, le Comité Economique a décidé, en juillet 1962(1), d'identifier un certain nombre de pays dont la situation pouvait être dangereuse du fait des relations économiques étroites qu'ils entretenaient ou qu'ils étaient sur le point de nouer avec le bloc. Le Comité se proposait d'évaluer les efforts déployés par le monde libre dans ces pays et d'examiner si, du point de vue de la sécurité de l'Alliance, de nouvelles dispositions pouvaient s'avérer nécessaires afin de s'opposer aux tentatives de pénétrations économiques des pays sino-soviétiques.

2. Plusieurs pays avaient alors été envisagés pour de telles études. Il fût toutefois décidé de commencer par l'Irak qui, sous le régime de Kassem, avait établi des liens économiques étroits avec les pays communistes. Depuis cette décision, un changement notable est intervenu dans l'attitude de l'Irak à l'égard du bloc soviétique. La révolution de février 1963 en renversant le régime de Kassem, a donné le pouvoir à un nouveau gouvernement qui se propose apparemment de suivre une politique beaucoup plus équilibrée entre l'Est et l'Ouest. Bien que la situation actuelle reste encore indéfinie, le Comité a jugé opportun d'achever son étude pour la soumettre à l'attention du Conseil.

3. Le présent document comprend les parties suivantes:
- I. Résumé et conclusions.
  - II. Principaux aspects économiques.
  - III. Le développement économique avant la révolution de 1958.
  - IV. La politique économique du Gouvernement Kassem
  - V. Les relations économiques entre l'Irak et le bloc communiste depuis la chute de Kassem
  - VI. Les besoins futurs de l'Irak en matière de développement.

---

(1) AC/127-R/94, Point II

4. Cette étude n'aboutit pas à des recommandations définissant avec précision la politique à mettre en oeuvre; toutefois, elle a permis de dégager quelques conclusions qui pourraient éventuellement retenir l'attention du Conseil.

(Signé)

LA RIPOSTE A LA PENETRATION ECONOMIQUE  
SOVIETIQUE EN IRAK(1)

(Rapport du Groupe de travail ad hoc au  
Comité Economique)

I. RESUME ET CONCLUSIONS

1. L'Irak présente toutes les caractéristiques d'un pays sous-développé : faible revenu par habitant, expansion démographique rapide, économie fortement tributaire de l'agriculture, niveau d'instruction très bas. A l'inverse de nombreux pays sous-développés, l'Irak dispose cependant de quelques atouts majeurs : une densité de population relativement faible par rapport à la superficie des terres arables, d'importantes ressources en eau d'irrigation, enfin l'abondance et la qualité de ses gisements pétroliers qui en ont fait le septième producteur mondial de pétrole. Avant la prise du pouvoir par Kassem, le pays était politiquement et économiquement tourné vers l'Ouest. L'accroissement rapide de la production pétrolière a encouragé l'Irak à déployer de sérieux efforts pour accélérer son développement économique : les investissements publics destinés à cette fin sont passés de \$9 millions en 1951/52 à \$160 millions en 1957/58. Toutefois, la structure sociale n'a pas subi simultanément la transformation qui était indispensable. Le temps a manqué pour éliminer la misère, le sous-emploi, la maladie et l'analphabétisme avant la révolution de Kassem.

2. Le gouvernement Kassem mit l'accent sur la réforme agraire, la planification économique et la révision des accords passés avec les compagnies pétrolières. Il annonça pour la période 1961/66 un plan de développement extrêmement ambitieux visant à une augmentation du produit national brut de 9% par an en moyenne. Ce résultat devait être obtenu grâce à un accroissement des redevances versées par les compagnies pétrolières et à l'assistance financière et technique des pays soviétiques. En fait, les investissements dans l'industrie et l'agriculture diminuèrent après 1958, tant en valeur relative qu'en valeur absolue, tandis qu'en 1961/62 plus d'un tiers des dépenses totales de développement étaient consacrées à des projets de prestige. En même temps, l'Irak développait considérablement son appareil militaire en s'appuyant sur l'aide soviétique. L'Irak accepta \$217,5 millions de crédits d'aide économique et une somme encore plus importante (\$238 millions) au titre de l'aide militaire, provenant exclusivement des pays communistes (principalement de l'Union soviétique). Ce programme d'aide provoqua un afflux considérable de techniciens et de spécialistes du bloc communiste dans tous les secteurs, depuis les experts en planification économique jusqu'aux monteurs mécaniciens. Le bloc réussit ainsi dans une large mesure se substituer à l'Occident en Irak,

---

(1) Une grande partie des renseignements contenus dans le présent document se fonde sur une étude plus détaillée de l'évolution économique de l'Irak et de la pénétration soviétique dans ce pays, étude diffusée sous la cote AC/127-WP/105 et Rectificatifs.

NOTO CONFIDENTIEL  
AC/127-D/148

- 6 -

sans toutefois jamais pouvoir s'assurer la domination économique du pays, celui-ci restant tributaire des marchés occidentaux pour ses exportations de pétrole.

3. Depuis la révolution du 8 février 1963 qui balaya Kassem du pouvoir, le monde occidental s'est retrouvé dans une bien meilleure position, la tendance qui auparavant était favorable au bloc se trouvant désormais inversée. Certains projets qui, selon les plans de Kassem, devaient initialement être réalisés avec l'aide de l'URSS, ont été abandonnés, tandis que d'autres seront peut-être confiés à des entreprises occidentales. Néanmoins, l'Irak a conclu une série d'accords commerciaux avec les pays communistes, où il trouve des débouchés pour certaines de ses exportations agricoles (dates de qualité inférieure); celles-ci, bien qu'importantes du point de vue de l'économie irakienne interne, ne présentent actuellement qu'un intérêt mineur par rapport au pétrole en tant que source de devises étrangères. L'Irak a déjà pris contact avec certains pays occidentaux en vue d'améliorer ses relations économiques, et certains indices permettent de penser que les experts occidentaux sont de nouveau les bienvenus dans ce pays. L'assistance technique constitue probablement le besoin le plus pressant de l'Irak en matière de développement.

4. Le Comité ne s'est pas proposé de suggérer une ligne d'action précise. En particulier, le fait que l'Irak ait été choisi comme le premier pays à étudier n'implique pas qu'il faille lui accorder la priorité sur d'autres pays sous-développés, tant en ce qui concerne les efforts visant à faire échec à la menace économique sino-soviétique que, d'une manière plus générale, la répartition globale de l'aide occidentale. Quoi qu'il en soit, cette étude a permis de dégager les conclusions suivantes que les pays membres pourraient éventuellement prendre en considération :

- (r) Le redressement de la balance entre l'est et l'ouest en matière d'aide économique et technique ainsi que dans les domaines commercial et militaire a des limites quant à son ampleur et sa rapidité. Toutefois, l'Irak s'efforce d'être moins tributaire du bloc soviétique qu'il ne l'était sous le régime de Kassem. Les pays de l'OTAN devraient encourager cette tendance et chercher à rétablir des relations économiques normales avec l'Irak aussi rapidement et aussi complètement que possible;
- (b) lorsqu'ils déterminent les catégories de projets pouvant bénéficier de leur assistance, les pays industrialisés de l'Occident devraient tenir compte de l'intérêt que le monde libre a continuer à réduire l'influence des pays soviétiques;

NOTO CONFIDENTIEL

- 6 -

- (c) l'assistance technique est probablement le besoin primordial pour l'Irak en matière de développement. Ce besoin se fait sentir à tous les niveaux, depuis la planification économique jusqu'aux spécialisations mécaniques courantes. Les pays de l'OTAN doivent se tenir prêts à répondre favorablement à toute demande présentée par l'Irak dans ce domaine;
- (d) il est non moins urgent pour l'Ouest d'aider les jeunes Irakiens à devenir les experts de demain. Il est probable que le nombre des stagiaires que l'Irak enverra chaque année vers les pays du monde communiste accusera une très nette diminution, tandis qu'un nombre d'autant plus important se tournera vers l'Ouest, lequel devra être prêt à faire face à cette augmentation;
- (e) les pays membres devraient poursuivre l'échange d'informations au sein de l'OTAN et, en cas de besoin, s'y consulter sur les événements notables qui viendraient à se produire dans le cadre des activités économiques des pays communistes en Irak - et, le cas échéant, dans d'autres pays sous-développés - ainsi que sur l'opportunité de contrecarrer celles-ci.

## II. PRINCIPAUX ASPECTS ECONOMIQUES

5. L'Irak se trouve devant la plupart des problèmes qui se posent à un pays petit et économiquement sous-développé. Le revenu annuel moyen par habitant est très faible : 70 dinars environ (1) (\$196) en 1961. La population de 7 millions d'habitants environ, s'est accrue ces dernières années selon les estimations, de 1,9% par an.

6. La majorité de la population vit de l'agriculture, dont le potentiel de développement demeure pour une large part inexploité. A peine un quart des 30 millions d'acres de terres arables (soit 12 millions d'hectares) est actuellement mis en culture et l'augmentation de la salinité de la couche arable a causé l'abandon de certaines terres précédemment cultivées. D'importantes ressources en eau d'irrigation n'ont pas encore été pleinement exploitées. En hiver, les principales cultures sont le blé et l'orge, en été, le riz et le coton. La récolte de dattes est la plus forte du monde, mais elle est en majeure partie de qualité inférieure. Le cheptel est principalement composé de moutons et de chèvres. Les techniques agricoles sont extrêmement primitives et le rendement des céréales est l'un des plus bas du monde. La modernisation de l'agriculture est indispensable pour nourrir une population croissante, mais l'expansion et la diversification de l'industrie sont également nécessaires pour absorber la population rurale excédentaire.

---

(1) 1 dinar irakien = £ 1 = \$ 2,80

7. Les facteurs favorables à l'expansion industrielle sont l'abondance du pétrole et du gaz, - l'un et l'autre constituant une source d'énergie bon marché en même temps qu'une matière première précieuse -, les gisements de minéraux (chrome, cuivre, plomb, zinc, phosphates, argent, sel et certains métaux radio-actifs) et la présence d'une main-d'oeuvre abondante et bon marché. 8,6% des réserves pétrolières mondiales reconnues se trouvent en Irak. Le haut rendement et la qualité des produits joints à un prix de revient peu élevé, ont fait de l'Irak le septième producteur mondial de pétrole, fournissant en 1962 4,1% de la production mondiale et 15,8% de celle du Moyen-Orient. Le secteur pétrolier représente environ le quart du revenu national; il fournit près de 90% des recettes en devises de l'Irak et les deux tiers des ressources financières de l'Etat. Du fait de sa position de grand exportateur de pétrole ayant des marchés en expansion en Europe occidentale, l'Irak est mieux à même de financer son développement grâce à ses propres ressources que la plupart des autres pays sous-développés, dont les exportations principales subissent des fluctuations de volume et de prix plus marquées.

8. Des progrès remarquables ont déjà été accomplis en vue de l'édification d'une infrastructure économique, mais de vastes perspectives s'ouvrent au développement des industries légères qui n'exigent pas une main-d'oeuvre trop spécialisée ni un marché trop important pour leurs produits. Le développement économique ultérieur dépend dans une large mesure de l'amélioration de l'enseignement, notamment dans le domaine technique.

### III. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AVANT LA REVOLUTION DE 1958

9. Avant 1958, des efforts sérieux avaient déjà été accomplis pour accélérer le développement économique de l'Irak et des progrès constants, bien que peu spectaculaires, avaient été réalisés. Toutefois, une réticence à modifier la structure sociale et le manque de temps n'ont pas permis à ces efforts d'atteindre leurs pleins résultats avant que n'éclate la révolution de Kassem.

#### (1) Progrès réalisés sous l'ancien régime

10. Avant 1958, l'Irak était, politiquement et économiquement, orienté vers l'Occident. Il comptait parmi les membres de la Zone Sterling et du Pacte de Bagdad et avait reçu une certaine aide militaire et économique des Etats-Unis. Les deux tiers environ de ses échanges s'effectuaient avec l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. Son commerce avec le Bloc sino-soviétique était pratiquement nul.

11. Une Commission du Développement a été établie en 1950 pour préparer et exécuter les projets de développement. Placée sous la présidence du Premier Ministre, elle était composée des Ministres des Finances et du Développement Economique, d'un expert

britannique, d'un expert des Etats-Unis et de cinq personnalités irakiennes représentant divers intérêts économiques.

12. La commission a élaboré toute une série de plans de développement, dont aucun ne semble avoir été mené à terme. Ces plans portaient exclusivement sur les attributions de crédits d'investissements dans le secteur public; ils ne comportaient pas de prévisions détaillées concernant l'accroissement du revenu national, la production industrielle et agricole, etc... Le dernier en date, qui couvrait la période quinquennale de 1955/56 à 1960/61 a été abandonné par le gouvernement révolutionnaire à la fin de 1959, lors de la suppression de la Commission du Développement.

13. Les sommes investies dans le secteur public sous l'égide de la Commission du Développement se sont totalisées à quelque 180 millions de dinars entre 1951/52 et 1957/58; elles ont été principalement consacrées à des projets d'infrastructure tels que barrages, ponts, routes et l'aéroport de Bagdad, mais elles ont également financé la construction d'un certain nombre d'usines, de centrales électriques et d'hôpitaux.

14. L'aide économique reçue par l'Irak sous l'ancien régime a été négligeable : \$ 19,2 millions (6,9 millions de dinars) de dons des Etats-Unis entre 1946 et 1958. L'aide militaire, elle aussi fournie par les Etats-Unis et également accordée sous forme de dons, s'est élevée au total à \$ 46,1 millions (16,5 millions de dinars) entre 1955 et 1958. En outre, une certaine assistance technique a été fournie à l'Irak par l'intermédiaire des Nations Unies et du Pacte de Bagdad.

15. Le trait le plus caractéristique des années qui ont précédé la révolution a été l'augmentation rapide de la production pétrolière, laquelle s'est accrue de 6,5 millions de tonnes en 1950 à 32,2 millions de tonnes en 1955 (c'est-à-dire avant l'affaire de Suez). Pendant cette même période, les revenus pétroliers du gouvernement sont passés de \$ 16 millions à \$ 207 millions. Ceci permit d'augmenter les dépenses du budget ordinaire de 250%, lequel atteignait 73,8 millions de dinars en 1957/58, tandis que les investissements publics financés sur le budget de développement croissaient de façon spectaculaire, passant de 3,1 millions de dinars en 1951/52 à 57,4 millions en 1957/58. Les impôts indirects représentaient 41% des ressources totales dans le budget ordinaire de 1956/57, les impôts directs moins de 7%, et les revenus pétroliers 33%.

16. Les budgets ordinaires ont presque toujours accusé un déficit, mais celui-ci était compensé par les excédents du budget du développement. Depuis 1951, 30% seulement des revenus pétroliers du gouvernement furent versés au budget ordinaire, les 70% restants étant régulièrement consacrés au budget du développement. Au moment de la révolution, la dette publique intérieure,



dont les titres étaient principalement détenus par la Banque centrale, représentait au total près de 40% des recettes budgétaires ordinaires; la dette extérieure était restée relativement peu importante et consistait en un solde non amorti de 9,7 millions de dinars sur une avance de 10,8 millions de dinars, consentie sans intérêt par les compagnies pétrolières en 1957.

(2) Besoins de développement non satisfaits

17. L'extraction pétrolière mise à part, l'industrie était restée d'importance secondaire. N'ayant que récemment dépassé le stade artisanal, elle se limitait, à peu près, à la transformation des produits agricoles, la production de matériaux de construction et la fabrication d'articles de consommation locale. D'après le recensement de 1954, sur 22.460 entreprises employant au total 90.291 personnes, 294 seulement employaient plus de 20 personnes. L'insuffisance des marchés locaux, la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée, le manque d'expérience technique et administrative, l'absence d'un marché organisé des capitaux et une tendance traditionnelle à préférer les investissements commerciaux et fonciers aux investissements industriels expliquent les résultats du recensement et montrent combien l'initiative gouvernementale restait nécessaire. Des banques agricoles, industrielles et hypothécaires furent établies, sous le contrôle de l'Etat, pour encourager les investissements privés mais leurs ressources se révélèrent insuffisantes.

18. En agriculture, le régime foncier avait conservé un caractère essentiellement médiéval; il se caractérisait par la présence, côte à côte, d'une part d'immenses propriétés de type féodal appartenant souvent à des absentéistes, et d'autre part de quelque 700.000 familles paysannes non-proprétaires (deux tiers environ de la population rurale) employées comme métayers. Le chômage et le sous-emploi demeuraient très répandus dans les régions rurales.

19. Peu de progrès avaient été réalisés en vue de débarrasser le pays de la pauvreté, du sous-emploi, des habitations insalubres, de la sous-alimentation, de la maladie et de l'ignorance. Ceci restait particulièrement vrai dans les régions rurales, où la population parvenait à peine à subsister et, par conséquent, émigrerait en grand nombre vers les villes. L'activité syndicaliste était sévèrement limitée. Plus des deux tiers de la population mâle et une proportion beaucoup plus importante encore de femmes étaient analphabètes. La formation technique et professionnelle avait été particulièrement négligée et, en 1958, mises à part les possibilités offertes par les compagnies pétrolières, il n'existait encore que quatre écoles techniques dans le pays.

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT KASSEM

20. La politique économique du gouvernement Kassem a été caractérisée par une tentative de réforme radicale de l'ordre

social et économique du pays, par un effort militaire coûteux et par le développement de relations économiques étroites avec le Bloc sino-soviétique destinées à remplacer l'influence occidentale.

(1) Essai de réforme de l'ordre social et économique

21. La politique du gouvernement Kassem a mis l'accent sur la réforme agraire, la planification économique et la révision des accords avec les compagnies pétrolières.

(a) La réforme agraire

22. L'une des premières mesures du Gouvernement révolutionnaire fut de promulguer, en septembre 1958, la Loi sur la réforme agraire, qui visait à redistribuer une partie des grandes propriétés féodales entre les paysans dépourvus de terres. Les propriétés individuelles furent limitées à 250 hectares de terres irriguées, et 500 hectares de terres non irriguées. Les surfaces confisquées devaient être redistribuées entre les paysans ne possédant pas de terres, par parcelles de 15 hectares au maximum pour les terres irriguées et de 30 hectares pour les régions non irriguées. Sur les 700.000 familles paysannes dépourvues de terres, 250.000 à 350.000 devaient bénéficier de cette redistribution, la plupart des autres devant obtenir progressivement des terres, à mesure que de nouvelles régions seraient mises en valeur. Les expropriations s'effectuèrent à un rythme relativement rapide, mais les attributions aux fermiers ne s'opérèrent qu'avec lenteur. A la fin de 1961, moins de 20.000 familles avaient reçu des terres au titre de cette réforme. La loi prévoyait également la création de coopératives paysannes, mais aucune ne fut établie.

23. Des experts de l'Union Soviétique furent employés comme conseil pour la mise en oeuvre de ce programme, mais ce dernier n'a obtenu d'autre résultat que le transfert à l'Etat d'un million d'hectares environ appartenant auparavant aux propriétaires terriens. Le métayage est resté très répandu, bien que de nouvelles réglementations aient, paraît-il, amélioré les conditions du fermage. La production agricole a sensiblement diminué entre 1957-58 et 1960-61. Cette chute peut s'expliquer en partie par le mauvais temps qui a sévi au cours de ces années, mais la confusion et les lenteurs administratives y ont également joué un rôle. L'Etat s'est révélé incapable d'assurer les services auxquels les propriétaires fonciers pourvoyaient précédemment, et les paysans furent laissés pour une large part sans aide financière, sans organisations de ventes ni assistance technique.

(b) Planification économique et finances publiques

24. Bien que la politique déclarée du gouvernement Kassem ait été de doubler en 10 ans le revenu par habitant, en fait, les dépenses de développement sont redescendues, au cours des trois premières années, en-dessous de leur niveau précédent, et

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

la part réservée à l'industrie et à l'agriculture a diminué plus rapidement encore. Seules les dépenses consacrées à des projets de prestige, tels que monuments et bâtiments officiels ont augmenté.

25. La Commission du développement, établie avant la révolution, a été abolie en décembre 1959, et le plan quinquennal prévu pour les années 1955/56 à 1960/61 a été abandonné. La responsabilité de la planification, de la coordination et de la supervision des projets de développement a été transférée au Bureau des Plans Economiques du nouveau Ministère de planification économique. L'établissement des plans a été séparé de leur exécution, chacun des ministères étant responsable de la mise en oeuvre des projets relevant de sa compétence, et les crédits laissés par la Commission du développement ont été mêlés aux autres ressources gouvernementales. Un Plan économique provisoire a été élaboré pour les quatre années 1959-1960 à 1962-63; il prévoyait une dépense globale de 392 millions de dinars. Il a été remplacé, en octobre 1961, par un plan quinquennal pour les années 1961/62 à 1965/66, plus ambitieux, établi avec la coopération d'experts polonais et tchécoslovaques. Compte tenu d'une assistance financière et technique de l'Union Soviétique et de la Tchécoslovaquie, ce nouveau plan envisageait une dépense totale de 556 millions de dinars. Cette somme ne représentait guère plus que ce que le plan de l'ancienne Commission du développement avait prévu pour les années 1955/56 à 1960/61. Sur ce total de 556 millions de dinars, 167 millions de dinars (30%) devaient être alloués à l'industrie (ils étaient destinés, entre autres, à la création d'une industrie chimique et pétrochimique, à l'installation d'une aciérie, à la construction d'un réacteur atomique et à la réalisation de plusieurs projets d'industrie légère), 113 millions de dinars (20,5%) à l'agriculture (principalement pour l'irrigation, la construction de réservoirs d'eau, le drainage et l'extension des zones cultivées), 136 millions de dinars (24,5%) aux moyens de transport et de communications, et 140 millions de dinars (25%) à la construction et à l'habitat. Les revenus pétroliers qui, jusqu'en mai 1959, avaient été versés à raison de 70% au budget du développement et de 30% au budget ordinaire, sont depuis lors répartis également entre ces deux budgets.

26. La politique du gouvernement à l'égard des entreprises privées est restée assez ambiguë. Officiellement, elle prétendait assurer un développement équilibré du secteur public et du secteur privé dans le cadre du plan économique. Le capital des banques industrielles et hypothécaires d'Etat fut augmenté, et divers allègements fiscaux furent introduits pour encourager des investissements privés, dans l'industrie légère notamment. Toutefois, une loi adoptée en 1960, pour obliger les entreprises étrangères à céder à des ressortissants irakiens des titres qui leur en assureraient le contrôle, a causé la disparition de bon nombre de ces firmes. L'instabilité du régime et l'incertitude quant à ces intentions véritables à l'égard des entreprises ont découragé les investisseurs privés tant irakiens qu'étrangers.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

27. La politique ambitieuse de Kassam dans les domaines de l'enseignement et de l'assistance sociale, conjuguée avec les lourdes dépenses militaires jugées nécessaires en raison de l'incertitude des relations avec les pays voisins et de la forte opposition interne au régime, a provoqué une très rapide augmentation des dépenses du budget ordinaire (plus de 50% entre 1958/59 et 1962/63).

28. En fait, les réalisations du régime en matière de développement économique son restées bien en deçà des objectifs ambitieux annoncés par Kassam. Les dépenses de développement sont tombées de 57,4 millions de dinars en 1957/58 à 47,6 millions en 1960/61, avant de remonter à 66,8 en 1961/62 et à un chiffre légèrement supérieur l'année suivante. La répartition réelle des dépenses diffère également très sensiblement de ce qui avait été prévu : alors que les parts de l'industrie et de l'agriculture dans les dépenses totales de développement ont été réduites (la première passant de 15% en 1957/58 à 11% en 1961/62, et la seconde de 25% à 18% pour les mêmes années), les dépenses afférentes à l'habitat et à la construction sont passées de 34% à 50% mais les crédits absorbés par l'édification des monuments et bâtiments publics se sont élevés à plus du double de ceux consacrés à l'habitat.

	1957/58		1960/61		1961/62	
	Millions de dinars	%	Millions de dinars	%	Millions de dinars	%
Montant total des dépenses de développement prévues par le plan :	100,8	-	234,8	-	98,3	-
<u>Total des dépenses de développement réelles</u>	<u>57,4</u>	100	<u>47,6</u>	100	<u>66,8</u>	100
dont :						
Industrie	8,6	15	5,7	12	7,3	11
Agriculture	14,2	25	10,8	23	11,9	18
Habitat et construction	19,8	34	22,9	48	33,4	50

29. En outre, l'accent a été mis sur certains projets de prestige d'un intérêt économique douteux, tels qu'un programme de constructions de 40 millions de dinars pour l'Université de Bagdad, un programme de 25 millions de dinars pour la construction du port d'Um Qasr, un opéra, un vaste aéroport international

pour avions à réaction, etc.. Le Gouvernement ne s'est guère préoccupé, depuis 1958, des services sur lesquels reposaient la planification et l'administration des programmes économiques et le déclin de l'efficacité administrative a été encore hâté par une centralisation exagérée de l'autorité entre les mains de Kassem, par une corruption généralisée et par l'instabilité politique.

(c) Relations avec les compagnies pétrolières

30. Le Gouvernement s'est efforcé d'augmenter ses revenus pétroliers. La production de pétrole brut est passée de 35,7 millions de tonnes métriques en 1958 à 49 millions de tonnes en 1961, où elle s'est stabilisée, n'augmentant plus en 1962, alors que la production totale du Moyen-Orient croissait de 9,4% au cours de cette année. Entre 1958 et 1960, les revenus pétroliers du gouvernement sont ainsi passés de \$ 224 millions à \$ 267 millions, soit une augmentation de 19%, mais ont diminué légèrement par la suite. En 1963, la production de pétrole a repris sa progression.

31. Kassem a également tenté d'obtenir une révision de l'accord de 1952 conclu entre le gouvernement irakien et les compagnies pétrolières, aux termes duquel les bénéfices enregistrés sont partagés par moitié entre les deux parties. N'y étant pas parvenu, le gouvernement a confisqué, en décembre 1961, 99,5% des concessions octroyées à l'Iraq Petroleum Company et à ses associés, qui détenaient jusque là tous les droits d'extraction et de protection sur la presque totalité du territoire irakien. Les régions déjà exploitées n'ont pas été affectées par cette saisie, mais les compagnies ont ainsi perdu certaines des réserves pétrolières qui avaient été découvertes dans le pays.

32. Un projet de loi publié en septembre 1962, mais qui n'est jamais entré en vigueur, prévoyait la constitution de la Compagnie Nationale irakienne des pétroles (INOC) chargée d'exploiter les réserves saisies après avoir effectué de nouveaux sondages avec le concours de l'assistance technique des Soviétiques. Le rôle principal de cette Compagnie devait être d'attirer en Irak d'autres intérêts pétroliers à des conditions plus favorables pour le gouvernement et d'accélérer le développement de la production pétrolière. Son conseil d'administration devait être nommé par le gouvernement et la compagnie aurait été habilitée à créer des compagnies mixtes avec la participation d'entreprises pétrolières étrangères intéressées par l'exploitation des régions confisquées. Le gouvernement a continué à faire pression sur l'IPC afin que celui-ci accepte les dispositions de 1961.

(2) Relations économiques avec le bloc soviétique

33. Après la révolution de 1958 le bloc a réussi, dans une grande mesure, à évincer l'Occident en Irak et est devenu pratiquement l'unique source d'aide économique et militaire étrangère pour le pays. A l'époque, en raison de la tendance pro-soviétique de Kassem, la préférence a été donnée aux propositions

et aux équipements des pays communistes. Mais il semble que ce soit dans le domaine de l'aide militaire que le bloc ait obtenu le plus de succès car l'armée irakienne est devenue étroitement tributaire des pays communistes pour ses approvisionnements en matériel et en pièces de rechange. En revanche, malgré le rôle important qu'ils ont pu jouer dans le Plan Economique, ces pays n'ont jamais réussi à s'assurer une position prédominante sur le plan économique, l'Irak restant dépendant des marchés occidentaux pour ses exportations pétrolières et étant à même de payer la majeure partie de ses importations essentielles grâce à ses revenus pétroliers.

(a) Aide économique

34. L'aide économique que l'Irak a acceptée du bloc soviétique sous le gouvernement Kassem s'est élevée au total à \$ 217,5 millions se répartissant comme suit :

- (a) deux crédits consentis par l'Union soviétique au titre du développement économique, amortissables en douze annuités et portant intérêt à 2,5%, le premier en mars 1959 d'un montant de \$ 137,5 millions et le deuxième en mai 1960, dont le montant était à l'origine de \$ 45 millions mais qui fut porté à \$ 46,5 à la fin de 1962;
- (b) un crédit consenti par la Tchécoslovaquie en octobre 1960 au titre du développement économique, d'un montant de \$ 33,6 millions, portant intérêt à 2,5%, amortissable en huit annuités.

35. L'aide économique accordée par le Bloc dépassait donc largement l'aide fournie par l'Occident pendant les années précédant la révolution, mais il est à noter que l'aide du Bloc consistait entièrement en prêts, alors que l'aide occidentale a été accordée sous forme de dons.

36. Les projets à exécuter furent déterminés après consultation entre le gouvernement soviétique et le gouvernement irakien mais, par suite, d'une part, de l'obstination et de l'incompétence administrative irakiennes et de l'incapacité des soviétiques à respecter les délais de livraison et, d'autre part, de la mauvaise qualité de certaines fournitures, l'accord n'est entré en application effective qu'en 1964. A la fin de 1962, le montant des tirages effectués (1) ne s'élevait qu'à environ un quart des crédits soviétiques accordés et à une infime partie seulement des crédits tchécoslovaques. 70% du montant total de l'aide économique du bloc étaient affectés au développement industriel, 25% aux transports et communications et 5% seulement à l'agriculture.

---

(1) Selon des sources américaines, \$ 60 millions; selon des informations britanniques \$ 50 millions; selon le rapport de la BIRD "The current economic position and prospects of Iraq" publié le 30 septembre 1963 : \$44,8 millions.

37. Le programme d'aide impliquait l'envoi de nombreux techniciens et spécialistes des pays du bloc soviétique. Au début, la compétence et le comportement de certains techniciens soviétiques, dont certains furent rappelés, donnèrent lieu à de nombreuses critiques. Ces techniciens furent, par la suite, remplacés et, à la fin de 1962, le nombre total des experts civils du Bloc se trouvant en Irak atteignit le chiffre de 925<sup>(1)</sup> dont environ 750 étaient originaires de l'Union soviétique. Bien que certains experts se soient acquittés avec compétence de leur tâche et que rien ne prouve qu'ils aient été utilisés à des fins de propagande politique, les milieux irakiens ont exprimé leur mécontentement devant le rendement de l'ensemble du programme soviétique qui s'est révélé très déficient dans un certain nombre de projets industriels importants.

38. En dehors de l'aide financière et technique que les pays du Bloc ont fournie, ces pays ont obtenu, à des conditions commerciales normales, des contrats concernant la mise en oeuvre de projets de développement industriel. En particulier, la Bulgarie a été chargée de construire la première tranche des travaux du nouvel aéroport de Bagdad.

39. Les dépenses engagées par les pays du Bloc au titre de l'aide économique représentent 12% du total des dépenses prévues par le Plan économique pour la période 1961-1962 à 1965-1966. Au total, trente-neuf projets avaient été sélectionnés pour bénéficier de l'aide financière du Bloc (voir Annexe II).

40. L'aide du Bloc soviétique au titre du développement agricole consistera surtout en conseils d'ordre technique. Les crédits du Bloc répartis sur douze projets ne représentent que 3% du total des dépenses agricoles prévues par le Plan économique.

41. Sur les quelque quarante entreprises industrielles à créer dans le cadre du Plan économique, vingt-trois devaient recevoir du Bloc une aide financière représentant 30% du total des dépenses prévues pour l'industrie. Les crédits consentis par le Bloc auraient couvert 40 à 60% du coût de la construction de chaque entreprise qui, en aucun cas, ne dépassera \$ 30 millions (41 millions de Dinars). Les principaux projets industriels qui auraient pu bénéficier d'une aide du Bloc concernant la construction d'une raffinerie de pétrole, d'une annexe à Basra, pour l'extraction du soufre des gaz naturels, d'une usine d'engrais chimiques, d'une aciérie d'une capacité annuelle de 60.000 tonnes, d'une fabrique de lainages, d'une verrerie et d'une usine de produits pharmaceutiques. L'Union soviétique devait jouer un rôle prépondérant dans la prospection géologique, pétrolière et minéralogique et l'aide financière soviétique devait servir à ériger plusieurs établissements d'enseignement agricole. Aux termes

---

(1) Le nombre de conseillers militaires au 31 décembre 1962 s'élevait à au moins 300 (voir paragraphe 45).

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

de l'accord irako-soviétique de 1959 sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, l'Union soviétique s'est engagée à créer plusieurs laboratoires et à fournir une aide technique pour la mise en place d'une pile atomique.

42. Le programme d'industrialisation établi sous le régime de Kassem, reposait principalement sur l'aide du Bloc soviétique et aurait pu avoir pour effet, s'il avait été mis en oeuvre, de placer d'importants secteurs de l'industrie sous la dépendance du Bloc pour la fourniture de matériel et de pièces de rechange.

43. Les crédits ouverts par le Bloc devaient couvrir 15% des dépenses prévues par le Plan économique au titre des transports et des communications. Ils auraient été presque entièrement consacrés à la conversion de la voie du chemin de fer Basra-Bagdad en voie normale européenne, ce qui représente 40% du coût du projet. Ce type de projet, bien que représentant une certaine valeur de propagande, ne comporte pas, en ce qui concerne la fourniture de pièces de rechange, le risque de dépendance permanente à l'égard du bloc qui s'attache à de nombreux projets industriels.

(b) Aide militaire

44. A la fin de 1962, le montant des crédits consentis à l'Irak en vertu de trois accords séparés, s'élevait au moins à \$238 millions, mais les conditions d'amortissement de ces prêts ne sont pas connues. Le premier de ces accords, signé en novembre 1958, pour un montant de \$118 millions prévoyait des livraisons de matériel militaire notamment des pièces d'artillerie et des chars. Ces livraisons ont été terminées en juin 1960. Bien que les Irakiens ne semblent pas avoir été satisfaits de la qualité de ce matériel, un deuxième accord, d'un montant de \$70 millions prévoyant la fourniture de 80 chars moyens T.54, d'un certain nombre d'obusiers de 122 mm, de 4 hélicoptères et de 16 chasseurs à réaction MIG.19, a été signé en avril 1960. En décembre 1961, le Bloc a consenti à l'Irak un nouveau crédit de \$50 millions pour la fourniture d'un matériel plus moderne, notamment des pièces d'artillerie, des bombardiers à réaction TU.60, des chasseurs à réaction MIG.21, des équipements de bord et un certain nombre d'engins sol/air. Le montant total des tirages de l'Irak sur les crédits militaires soviétiques atteignait au milieu de l'année 1962 \$180 millions. Ces crédits semblent constituer la plus grande partie de la dette extérieure de l'Irak. Il est difficile de connaître la valeur réelle du matériel militaire livré par les Soviétiques, mais, selon certaines sources, la valeur totale des livraisons effectuées, soit en vertu d'ouvertures de crédits, soit à d'autres titres, atteindrait au moins \$400 millions. Toutefois, les prix auxquels ces matériels ont été fournis au gouvernement irakien sont restés secrets et la valeur réelle des livraisons peut fort bien différer sensiblement de ce chiffre approximatif.



45. En même temps, une importante mission militaire soviétique, forte d'environ trois cents personnes et ayant à sa tête un général, a été envoyée en Irak (à titre de comparaison : la mission militaire britannique qui, avant la révolution, était chargée de l'entraînement de l'armée irakienne ne comptait que cinquante personnes). Le nombre des irakiens qui reçoivent une formation militaire dans les pays du bloc soviétique, a également augmenté; depuis 1958, 515 stagiaires ont été formés en Union soviétique, et environ 50 dans les pays satellites européens.

(c) Echanges commerciaux

46. Avant la révolution de 1958, le commerce de l'Irak avec les pays du Bloc était insignifiant. Depuis lors, il s'est rapidement développé, en ce qui concerne notamment les importations. Celles de l'Irak en provenance du Bloc ont augmenté surtout par suite des livraisons d'armes et d'équipement industriel effectuées dans le cadre du programme d'aide. En outre, le régime Kassem s'est servi du système des licences d'importation pour obliger les commerçants à placer leurs commandes dans les pays communistes plutôt que dans les pays d'Europe fournisseurs traditionnels de l'Irak. Si les fournitures militaires sont exclues, les importations en provenance des pays du Bloc, qui représentaient avant 1959 moins de 2% du total des importations irakiennes, s'élevaient en 1962 à 13,5% de ce total. En 1962, les importations des pays satellites d'Europe représentaient 48%, celles de l'Union soviétique 39% et celles de la Chine communiste 13% de l'ensemble des importations de l'Irak en provenance des pays communistes.

47. Environ 95% des exportations actuelles de l'Irak consistent en pétrole, pour lequel il n'existe pas de demande dans les pays du Bloc. Les exportations vers les pays communistes de produits autres que le pétrole, notamment de dattes de qualité inférieure, de graines de lin et de laine, négligeables avant 1959, ont depuis augmenté rapidement et, en 1962, les pays du Bloc ont absorbé jusqu'à 40% de ces exportations. Enfin les importations de l'URSS représentent environ 40% du total des exportations de l'Irak vers les pays du Bloc, celles de la Chine communiste un pourcentage à peu près égal et celles des pays satellites européens, 20%. Toutefois, l'Irak n'a jamais réussi à développer ses exportations vers les pays du Bloc dans des proportions suffisantes pour équilibrer ses importations en provenance de ces pays.

V. LES RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE L'IRAK ET LE BLOC COMMUNISTE DEPUIS LA CHUTE DE KASSEM

48. Après la révolution du 8 février 1963 qui provoqua la chute de Kassem, l'Irak a procédé à une réévaluation radicale de sa politique extérieure, modifiant son attitude à l'égard des programmes d'aide soviétique et de ses relations commerciales avec l'URSS.

(1) Tendances générales

49. Le nouveau gouvernement irakien s'est prononcé sans tarder pour une politique de non-alignement mieux équilibrée entre l'Est et l'Ouest, et il ne semble pas que depuis lors que ses intentions

aient varié. A cette fin, il a éprouvé le besoin d'améliorer sa position vis-à-vis de l'Occident et de restreindre comparativement l'influence soviétique en Irak. La sévère répression dirigée contre le mouvement communiste local par le nouveau régime a poussé l'Union soviétique et ses satellites européens à organiser une campagne de propagande contre le nouveau gouvernement irakien, ce qui plaça les étudiants irakiens se trouvant dans les pays du bloc communiste dans une situation difficile. L'Irak s'était efforcé de maintenir une distinction entre ses relations avec les communistes irakiens et ses rapports avec les "Etats Socialistes". La campagne de propagande soviétique s'était alors provisoirement atténuée, mais devant la dégradation des relations entre le gouvernement irakien et les kurdes, le soutien soviétique accordé aux revendications de ces derniers commença à s'accroître. Lors de la reprise des combats au Kurdistan en juin, l'Union soviétique déclencha une action de propagande de grande envergure, menaçant de mettre l'Irak en accusation devant les Nations Unies et de la priver de son aide économique. Les relations soviéto-irakiennes, alors tendues à l'extrême, sont restées mauvaises; toutefois, un allègement limité s'est produit récemment, sans doute parce que les Russes ont compris que le soutien qu'ils accordaient aux kurdes leur aliénait les autres Etats arabes, et parce que les Irakiens ont mesuré l'ampleur du bouleversement économique auquel une rupture complète les eût exposés.

(2) Programme d'aide économique soviétique

50. Immédiatement après la prise du pouvoir par le parti Baas, plusieurs membres haut placés du Gouvernement de l'Irak ont clairement indiqué qu'ils n'ignoraient pas et ne tenaient pas pour injustifiées les critiques souvent formulées à l'époque de Kassem, à l'égard de l'aide soviétique dans les milieux techniques. Ces personnalités non seulement désapprouvaient certains projets particuliers mais nourrissaient de sérieux doutes au sujet du plan de développement tout entier dont la mise au point avait été assurée en grande partie par les experts du Bloc. En conséquence, le gouvernement ordonna une révision du plan de développement et de tous les projets qui en découlaient. L'attitude adoptée à l'égard de ces projets devait désormais être l'inverse de celle qui avait été prise à l'époque de Kassem. Actuellement, tout projet proposé par le Bloc fait l'objet d'un examen critique et doit présenter des avantages satisfaisants pour être accepté.

51. Ayant affaire à un régime qui n'ignore pas la médiocrité des réalisations soviétiques, et visiblement déterminés à essayer de sauver ce qu'ils peuvent de leurs efforts déployés en Irak, les Soviets d'efforcent maintenant fermement de maintenir en action leur programme d'aide économique.

Suivant les cas, tantôt ils se montrent accommodants et tantôt ils ont recours à des pressions diverses. Ils ramènent leurs prix à des niveaux compétitifs, ils accélèrent l'envoi d'équipement industriel à l'Irak, ils soulignent les pertes qu'entraînerait, pour l'Irak, l'abandon des projets soviétiques dans lesquels il a déjà investi des capitaux, et ils harcèlent les personnalités officielles occupant des positions-clés, comme le Directeur général des Projets industriels et de la construction. Cette tactique donne manifestement des résultats et contribuera peut-être à persuader les personnalités officielles irakiennes d'agir, avec plus de lenteur et de prudence qu'ils n'en ont montré dans la première exaltation de la victoire ayant d'interrompre l'exécution des projets soviétiques.

52. Un certain nombre de décisions restent à prendre pour déterminer quels sont les projets soviétiques et tchécoslovaques qu'il faut poursuivre ou abandonner. Comme il fallait s'y attendre, les Irakiens poursuivront l'exécution des projets qui se trouvent déjà dans un état avancé de réalisation, particulièrement dans les cas où des livraisons d'équipement soviétique ont déjà eu lieu en quantité appréciable. Il s'agit notamment de matériels destinés à une fabrique d'équipements électriques, une usine de produits pharmaceutiques, une fabrique de bonneterie, une fabrique de vêtements, un projet de recherche géologique, à la construction de silos pour céréales, à la voie de chemin de fer Bagdad-Bassora. En outre, des appels d'offres ont été lancés en vue de la construction d'une usine d'instruments aratoires, après un réexamen du projet par le nouveau régime. Dans plusieurs cas, les contrats de construction ont fait l'objet d'appels d'offres, et il est probable que les soumissions des firmes locales ou occidentales seront examinées avec impartialité par rapport aux soumissions soviétiques. Il se confirme que trois projets concernant une fabrique de récupération de soufre, une fabrique d'engrais et une aciérie, prévus dans le cadre de l'accord avec les Soviets, ont été abandonnés. Un projet de contrat avait cependant déjà été signé en ce qui concerne la fabrique de récupération de soufre. L'exécution de deux autres projets - une usine d'ampoules électriques et une verrerie - est suspendue. L'aciérie a surtout attiré l'attention tant par son importance qu'en raison des complications inhérentes à la prise d'une décision à son sujet. Peu de temps après le coup d'Etat, certains indices ont permis de penser que les Irakiens souhaitaient que des firmes occidentales envisagent la construction d'une aciérie pour l'Irak. Un expert indien, conseiller des Nations Unies en matière de développement industriel, déclara aux Irakiens que l'aciérie, telle que les Soviets l'avaient conçue, serait nécessairement exploitée à perte. Ce problème se compliquait encore du fait que, dans la conception soviétique, cette aciérie devait utiliser principalement de la ferraille comme matière première, alors que des géologues soviétiques se livrant à des prospections minières dans le désert occidental ont récemment découvert un gisement de minerai de fer apparemment riche. Le Bureau de Planification

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Economique a autorisé le Ministère de l'Industrie à engager des experts suédois pour entreprendre une étude détaillée de ce projet. Il semble donc que le Gouvernement soit prêt à poursuivre l'idée de construction d'une aciérie, mais qu'il ait supprimé ce projet de la liste d'aide soviétique où il figurait initialement. En général, il semble que le Gouvernement irakien s'efforce de minimiser les répercussions pratiques des accords irako-soviétiques et irako-tchécoslovaques sans toutefois dénoncer ces accords, l'assurance lui manquant probablement pour le faire. Il poursuit la réalisation des projets exécutés aux termes de ces accords dans la mesure où il considère qu'il est possible d'achever les travaux, même s'il entretient des doutes sérieux sur les possibilités d'exploitation, de production et de commercialisation.

(3) Programmes d'assistance technique soviétique

53. Peu après le coup d'état de février, un certain nombre d'hypothèses furent avancées prévoyant un exode massif des techniciens soviétiques se trouvant en Irak et des étudiants irakiens se trouvant dans les pays du bloc. Pourtant, les techniciens soviétiques qui sont partis ont manifestement été remplacés par d'autres, de telle sorte que l'effectif de la mission militaire et économique soviétique en Irak demeure de l'ordre de 1.500 personnes. En revanche, le nombre des techniciens militaires soviétiques en Irak diminuera probablement, même si l'effectif total (civils et militaires) des techniciens reste le même (1). Au moment du coup d'état de février, quelque 2.000 Irakiens poursuivaient des études ou des stages de formation dans les pays du bloc soviétique, la plupart en Union soviétique. L'Irak a décidé d'en faire revenir au moins un certain nombre et il semble qu'une centaine d'Irakiens ont effectivement regagné leur pays. Plusieurs de ceux-ci ont demandé à partir parce qu'ils étaient mécontents de la politique soviétique à l'égard du nouveau régime irakien.

(4) Echanges commerciaux avec le Bloc soviétique

Aucune statistique n'est encore disponible sur les échanges commerciaux pendant la période consécutive au coup d'Etat de février, mais la politique commerciale a été modifiée de manière à mettre fin à la pression qu'exerçait le régime de Kassem sur les commerçants pour que ces derniers détournent leurs échanges avec l'Occident au profit des pays du bloc sino-soviétique. Maintenant que cette pression a pris fin, un grand nombre de commerçants reprendront leurs achats dans les pays occidentaux. Toutefois, l'Irak a signé des accords commerciaux avec la Chine communiste, l'Union soviétique, et les pays satellites et a obtenu de ces pays qu'ils engagent à acheter des dattes irakiennes. La vente de ces dattes à l'étranger constituant un problème délicat pour l'Irak, il serait probable que ce dernier conserve ses relations commerciales avec les pays qui sont disposés à lui acheter cette denrée.

---

(1) Selon des informations britanniques, le nombre total des membres des missions soviétiques militaires et économiques a légèrement diminué depuis la révolution de février et ne dépasserait pas, à l'heure actuelle, 1.300 au maximum.

## VI. LES BESOINS FUTURS DE L'IRAK EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT

55. Peu après la révolution du 8 février, le gouvernement irakien a fait savoir qu'après avoir soumis le plan Kassem de développement 1961/1966 à un réexamen nécessaire, il en publierait une version révisée provisoire. Toutefois, il apparaît maintenant que plutôt que de s'engager ainsi au stade actuel, dans une politique de développement à long terme, le gouvernement a décidé de reprendre les travaux de développement en achevant des projets déjà commencés et en s'engageant avec prudence dans de nouveaux projets considérés comme absolument prioritaires. Toutefois, la liberté d'action du gouvernement est limitée en ce qui concerne la révision du plan. Il a annoncé, pour 1963/64, un programme de développement consacrant environ \$ 137 millions aux projets nouveaux à entreprendre et \$ 45 millions au cours de cette même période aux dépenses pour l'achèvement, des projets se trouvant déjà en cours de réalisation. Contrairement au régime de Kassem, qui consacrait à l'habitat et aux édifices publics la moitié des dépenses totales pour le développement, le nouveau gouvernement a fait connaître son intention de consacrer ses investissements - principalement à l'industrie, à la construction de routes et de ponts et au développement de l'agriculture. D'après certaines déclarations le Bureau de planification économique aurait approuvé 1.346 projets d'importances majeure et secondaire, dont la réalisation est prévue pour 1963/64, mais aucune liste de ces projets n'a encore été publiée. Le nouveau régime s'est déjà adressé aux pays occidentaux en vue d'une reprise des échanges commerciaux et afin d'obtenir une aide économique, mais le domaine principal dans lequel l'aide semble la plus justifiée paraît être celui de l'assistance technique.

### (1) Le nouveau plan quinquennal

56. Selon certaines informations le Ministère de la Planification aurait commencé à élaborer un plan quinquennal d'ensemble en vue de remplacer le plan 1961/66 de Kassem. Il est admis que le plan de Kassem aurait constitué un fardeau beaucoup trop lourd pour l'Irak, et il est donc possible que le gouvernement irakien procède à une évaluation plus réaliste des objectifs en matière d'investissements. Les planificateurs procèdent également à une réévaluation des priorités affectées aux divers secteurs de développement et, tout en poursuivant une politique d'industrialisation, reconnaissent qu'elle ne doit pas se réaliser aux dépens du développement agricole; notamment une priorité absolue semble devoir être accordée aux projets indispensables à la réalisation intégrale du programme de réforme agraire du Parti Baas.

### (2) Projets particuliers

57. Des décisions semblent avoir été prises pour poursuivre immédiatement l'exécution de certains projets prévus dans le plan 1961/1966. Bien qu'une partie des dépenses afférentes à ces projets

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

sera prélevée sur la somme de \$ 137 millions prévue pour la période 1963/64, il restera cependant matériellement impossible d'achever un grand nombre de ces projets durant cette période, et il sera dès lors nécessaire d'imputer une part considérable des dépenses afférentes à ces projets sur les crédits prévus pour le nouveau plan quinquennal lorsque ce dernier sera établi. La liste de ces projets figure en Annexe III; toutefois, il convient de ne pas oublier que les détails figurant dans le plan initial seront peut-être soumis maintenant à une révision. Ces projets semblent avoir été choisis de manière à permettre le lancement de travaux de développement dans un vaste secteur, et la plupart d'entre eux sont interdépendants.

(3) Situation financière actuelle de l'Irak

58. Les perspectives financières de l'Irak semblent beaucoup plus favorables que celles de la plupart des pays de cette région du monde à condition que les dépenses de la guerre contre les Kurdes ne se perpétuent pas et qu'un accord soit conclu avec l'I.P.C. Toutefois, les dépenses de la guerre qui se poursuit actuellement dans le Nord représentent sans aucun doute une grave hémorragie; certes, le règlement du litige concernant les redevances portuaires pour Bassora donnera lieu à une augmentation d'environ \$ 30 à \$ 34 millions des revenus pétroliers en 1963/64, et peut-être à une nouvelle augmentation en 1964/65, mais aucun progrès réel n'a été réalisé en ce qui concerne les principaux problèmes en suspens. Cependant, les relations entre les sociétés pétrolières et le Gouvernement ne sont plus aussi mauvaises que du temps de Kassem. Le prêt d'un montant de £ 84 millions pour Koweït, récemment annoncé, représentera dans l'immédiat une nouvelle ressource pour les dépenses de développement, et il faut espérer que telle sera bien sa destination. En ce qui concerne le projet d'union économique avec la Syrie, il est difficile de prévoir quels pourraient en être les effets tant sur les finances de l'Irak, que d'une manière plus générale sur ses plans de développement, car pratiquement aucun détail de ce projet n'a encore été publié. Il est évident, toutefois, qu'une telle union pourrait servir de base, au projet commun, souvent remis en question, de l'utilisation du cours supérieur de l'Euphrate aux fins d'irrigation.

(4) Commerce avec les pays de l'Ouest et aide économique fournie par ces derniers

59. La réorientation de la politique étrangère de l'Irak, qui a entraîné une amélioration des positions de l'Occident, a déjà eu comme résultat la signature de divers accords commerciaux et économiques entre l'Irak et certains pays de l'Alliance. Vers le milieu de 1963, les Etats-Unis ont signé un accord prévoyant la fourniture de denrées agricoles (lait, tabac, volailles) pour une valeur de \$ 6 millions. Le 5 septembre 1963 a été paraphé un accord de coopération économique aux termes duquel la République Fédérale d'Allemagne s'est engagée à autoriser l'organisation nationale Hermes à garantir des crédits industriels à long terme (jusqu'à 10 ans) accordés à l'Irak jusqu'à concurrence

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

de D.M. 150 millions (\$ 38 millions). En outre, la République Fédérale fournira une aide technique non seulement pour le développement de projets anciens, mais également pour de nouveaux projets (une école professionnelle à Bagdad, la modernisation des réseaux de radiodiffusion et de télévision irakienne, l'assistance d'experts en matière de tourisme). La République Fédérale a également recommandé à l'Irak de conclure un accord visant à encourager l'investissement des capitaux privés. L'Italie a conclu un accord commercial qui entrera en vigueur au 1er janvier 1964, et un accord de coopération économique et technique dont la ratification par les Autorités irakiennes est attendue pour le 1er novembre 1963. On ne dispose encore d'aucun détail sur ces divers accords nouveaux ni sur leur portée, mais ils témoignent de la nouvelle attitude favorable de l'Irak à l'égard des ouvertures faites par l'Occident. Les pays de l'OTAN devraient tirer parti des nouvelles possibilités qui leur sont ainsi offertes et, lorsqu'ils décident des projets qu'il faut soutenir, tenir compte du principe de sécurité de l'Alliance qui consiste d'une part à faire échec aux efforts de pénétration sino-soviétique dans ce pays et d'autre part à éviter une concurrence inopportune entre eux-mêmes.

(5) Assistance technique

60. L'apport de conseils d'experts représente probablement le besoin particulier le plus pressant de l'Irak en matière de développement. Ce besoin est ressenti à tous les niveaux, tant pour les experts en planification économique que pour les techniciens de spécialisations mécaniques courantes. Certains indices permettent de penser que les experts occidentaux sont de nouveau les bienvenus en Irak et que les Irakiens reconnaissent leurs lacunes dans ce domaine d'une manière beaucoup plus réaliste qu'au temps de Kassem. Bien qu'un grand nombre d'experts soviétiques demeurent installés dans le pays, leur nombre a certainement diminué; le Ministère de la Planification s'est entièrement débarrassé de leur concours, ayant perdu toutes ses illusions sur les méthodes de planification soviétique, et souhaitant vivement solliciter les conseils des pays du monde libre. Il n'est pas moins indispensable que l'Occident participe à la formation de jeunes Irakiens afin d'en faire des experts pour l'avenir (1) Il est probable que l'Irak ne rappellera qu'un petit nombre des étudiants qui poursuivent actuellement des études économiques et techniques dans les pays du monde communiste, par suite du désordre qu'entraînerait une telle mesure et de la difficulté

---

(1) Selon l'Ambassade irakienne à Londres, la répartition du nombre d'étudiants en 1962 dans les quatre pays suivants était : Royaume-Uni : 1.871 ; Etats-Unis : 971 ; URSS : 866 ; République Fédérale d'Allemagne : 688. Au surplus, un certain nombre d'étudiants irakiens suivent des cours dans d'autres pays de l'OTAN.

de placer ces étudiants, dont les diverses études seraient interrompues au milieu de leurs stages, dans des établissements correspondants des pays du monde occidental. Toutefois, l'on peut s'attendre que l'Irak envoie, à l'avenir, ses étudiants en nombre beaucoup plus restreint dans les pays du monde communiste, et en nombre proportionnellement plus important dans les pays du monde occidental qui devront être prêts à les accueillir.

LISTE DES TABLEAUX

ANNEXE I

- Tableaux :
- I Revenu national (1953-1961) et revenu par tête d'habitant
  - II Pourcentage représentant la contribution par secteur au revenu national
  - III Production de pétrole brut irakien
  - IV Commerce extérieur de l'Irak
  - V Importations de pétrole brut irakien par les pays de l'OTAN en 1962
  - VI Réserves d'or et de devises détenues par la Banque Centrale

ANNEXE II

Programme d'aide économique du Bloc communiste au moment de la chute de Kassem

- A. Agriculture
- B. Industrie
- C. Transports et Communications

ANNEXE III

Liste des projets inscrits dans le Plan de développement de Kassem et repris pour exécution par le nouveau Gouvernement irakien



TABLEAU I  
REVENU NATIONAL

	Revenu national (en millions de dinars)		Population (1) (en milliers d'habitants)	Revenu par tête (en dinars) aux prix de 1956
	Aux prix courants	Aux prix de 1956		
1953	245,9	265,2	5.832	46
1955	291,2	301,4	6.061	50
1956	337,6	337,6	6.180	55
1957	335,4	351,8	6.301	56
1958	378,7	367,0	6.423	57
1959	396,1	372,6	6.548	57
1960	449,7	424,1	6.675	64
1961	485,7	470,3	6.804	69

Source: Rapport de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, en date du 30 septembre 1963 "Current Economic Position and prospects of Iraq".

(1) Les estimations de la BIRD sont basées sur un taux de croissance annuel de 1,9%. Les estimations antérieures des Nations-Unies avaient fait état d'un taux de croissance annuel de 2,9% et d'une population totale, en 1961, de 7.263.000 personnes.

NATO CONFIDENTIEL  
ANNEXE I  
AG/127-D/148

TABLEAU II

POURCENTAGE REPRESENTANT LA CONTRIBUTION PAR SECTEUR AU REVENU  
NATIONAL SELON LES PRIX COURANTS DE 1953 ET DE 1961

	<u>1953</u>	<u>1961</u>
Agriculture, sylviculture et pêcheries	29	24
Extraction de pétrole brut (1)	26	22
Commerce, transport et opérations bancaires	16	17
Industrie de transformation	7	11
Administration publique et défense	7	9
Services	7	8
Construction	4	6
Propriété des habitations	3	2
Entreprises de services publics	1	1
	<u>100</u>	<u>100</u>

Source: Rapport de la BIRD en date du 30 septembre 1963 "Current Economic Position and Prospects of Iraq".

(1) Déduction faite des revenus versés à l'étranger par les sociétés pétrolières et qui représentent 23% du revenu national en 1955 et 19% en 1961.

NATO CONFIDENTIEL

TABLEAU III  
PRODUCTION DE PETROLE BRUT IRAKIEN

Année	En milliers de tonnes	Pourcentage de la production totale du Moyen-Orient	Pourcentage de la production du monde libre	Pourcentage de la production mondiale-
1948	3.427	5,9	0,8	0,7
1958	35.670	16,6	4,6	3,9
1960	47.500	17,9	5,4	4,5
1961	49.030	17,3	5,3	4,4
1962	49.000	15,8	4,9	4,1

Source: Annuaire des Statistiques des Nations Unies pour 1962 et "Petroleum Press Service" Volume XXVII, N°1 et XXX, N°1.

TABLEAU IV  
COMMERCE EXTERIEUR DE L'IRAK

(en millions de dinars)  
(1 dinar = £ 1 = \$ 2,80)

	1953	1955	1958	1959	1960	1961	1962
Exportations	139,9	185,3	202,4	216,4	233,6	236,3	247,1
Pétrole	120,1	168,1	185,5	201,7	222,6	223,1	223,7
Orge	8,6	6,2	4,8	0,8	-	0,8	6,1
Dattes	4,2	2,8	2,9	4,0	4,0	2,8	- 7,0
Importations c.i.f.	68,4	97,2	109,8	116,4	139,5	145,6	129,6

Source: Fonds monétaire international, statistiques financières internationales, septembre 1963.

**TABLEAU V**  
**IMPORTATIONS DE PETROLE BRUT IRAKIEN PAR LES PAYS**  
**DE L'OTAN EN 1962**

	En milliers de tonnes	Pourcentage de la production de pétrole brut irakien en 1962
Belgique/Luxembourg	2.521	5,1
Danemark	-	-
France	7.299	14,9
République fédérale d'Allemagne	5.214	10,6
Grèce	-	-
Islande	-	-
Italie	8.327,5	17,0
Pays-Bas	4.331	8,8
Norvège	-	-
Portugal	1.021	2,1
Turquie	802	1,6
Royaume-Uni	7.160	14,6
<b>TOTAL EUROPE OTAN</b>	<b>36.675,5</b>	<b>74,8</b>
Canada	-	-
Etats-Unis	n.a.	n.a.

Source: OCDE, statistiques pétrolières.

NATO CONFIDENTIEL  
ANNEXE I au  
AC/127-D/148

TABIEAU VI

RESERVES D'OR ET DE DEVISES DETENUES PAR LA BANQUE CENTRALE

(en millions de \$)

	1953	1955	1958	1959	1960	1961	1962	March 1963
Or	-	8,4	33,5	83,9	98,0	83,9	97,8	97,8
Devises	180,8	286,1	254,9	212,1	155,6	126,9	90,6	178,1

Source : Fonds monétaire international, statistiques financières internationales, septembre 1963.

NATO CONFIDENTIEL  
ANNEXE II au  
AC/127-D/148

PROGRAMME D'AIDE ECONOMIQUE DU BLOC COMMUNISTE EN IRAK AU MOMENT DE LA CHUTE DE KASSEM

(en milliers de dinars)

A. AGRICULTURE

Projets bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays du bloc fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
1. Projets d'irrigation, de drainage et de stockage d'eau dans le centre et le sud de l'Irak (études seulement)	8.150	URSS	2.500	Le gros des travaux concernant le stockage d'eau a été achevé en 1962. Les experts chargés des études d'irrigation sont arrivés vers la fin de 1962. Les études sont en cours.
2. Plantation de coton (Surveira)	2.348	URSS	348	Achevé.
3. Plantation de betteraves sucrières (Aski-Kalak)	1.145	URSS	145	Aucun renseignement à ce sujet.
4. Culture de céréales	1.150	URSS	150	Aucun renseignement à ce sujet.
5. Plantation de riz (Shatra)	1.769	URSS	175	Achevé
6. Culture d'herbes médicinales (Abu Ghraïb)	171	URSS	11	Achevé

NATO CONFIDENTIEL

NATO CONFIDENTIEL  
ANNEXE II au  
AC/127-D/148

(en milliers de dinars)

Projets bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays du bloc fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
7. Station de location de tracteurs (M) Ghraïb	314	URSS	130	Achévé et en exploitation
8. Station de location de tracteurs (M) (Kirkouk)	318	URSS	150	Probablement achevé. L'équipement agricole et le matériel ont été intégralement livrés.
9. Station de location de tracteurs (Mossoul)	664	URSS	404	Probablement achevé. L'équipement agricole et le matériel ont été intégralement livrés.
10. Station de location de tracteurs (Kut)	310	URSS	135	Probablement achevé. L'équipement agricole et le matériel ont été intégralement livrés.
11. Silo à céréales (Bagdad)	546	URSS	226	Equipement agricole et matériel en cours de livraison. Achèvement prévu pour le milieu de 1963.
12. Silo à céréales (Kut)	730	URSS	300	Equipement agricole et matériel en cours de livraison. Achèvement prévu pour le milieu de 1963.
	17.615		3.074	

(\*) Des dix-sept stations de location de tracteurs créées avec l'assistance technique des Soviets, seules les quatre stations mentionnées ci-dessus ont été fournies au titre de l'accord d'aide.

NATO CONFIDENTIEL

(en milliers de dinars)

B. INDUSTRIE

Projets bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays du bloc fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
1. Fabrique de noir de carbone	1.250	Tchécoslovaquie	850	Etudes préliminaires uniquement
2. Usine d'extraction de soufre et d'acide sulfurique	3.400	URSS	1.350	Les études sont achevées (1961), mais il semble qu'aucun contrat de construction n'ait été signé.
3. Fabrique d'engrais chimiques	9.000	URSS	5.000	Plans soumis en 1961, mais aucun contrat définitif n'a été signé.
4. Fabrique de pneumatiques	1.000	Tchécoslovaquie	800	Etudes préliminaires seulement.
5. Fabrique de produits pharmaceutiques	3.800	URSS	2.050	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
6. Col. serverie	310	URSS	150	Achevé au milieu de l'année 1962.
7. Abattoir (Bagdad)	1.500	Tchécoslovaquie	600	Aucun contrat n'a été signé. Etudes préliminaires seulement.
8. Fabrique de céramique	800	Tchécoslovaquie	350	Le rapport concernant le projet a été soumis et était à l'étude à la fin de 1962.



(en milliers de dinars)

Projets bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays du bloc fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
9. Verrerie	5.200	URSS	2.241	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
10. Fabrique d'appareils électriques	2.160	URSS	1.000	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
11. Fabrique d'ampoules électriques	2.786	URSS	1.630	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
12. Acierie	8.250	URSS	4.850	Le contrat a été signé en 1962, mais rien n'a encore été réalisé.
13. Usine de machines agricoles	9.184	URSS	5.284	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
14. Atelier de réparation d'instruments géologiques et autres matériels	130	URSS	65	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.

(en milliers de dinars)

Projets bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
15. Filature de coton	10.300	URSS	4.600	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
16. Filature de laine	7.000	URSS	4.000	Le rapport concernant le projet a été soumis en 1961, mais aucun contrat de construction n'a été signé.
17. Fabrique de bonneterie	2.463	URSS	1.126	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
18. Ateliers de confection	800	URSS	380	Tous les travaux préliminaires sont achevés. Le matériel est en cours de livraison.
19. Raffinerie de pétrole (Bassora)	10.600	Tchécoslovaquie	6.000	Le rapport concernant le projet est approuvé. Les plans de travail sont en cours de préparation. Aucun contrat de construction n'a été signé jusqu'à présent.
20. Levés topographiques et prospection de minéraux	2.600	URSS	500	Les travaux ont commencé en 1960. Probablement au stade de l'achèvement.
21. Prospection de pétrole	2.000	URSS	1.200	Les travaux ont commencé en 1960. Probablement au stade de l'achèvement.

NATO CONFIDENTIEL  
ANNEXE II AU  
AC/127-D/148

(en milliers de dinars)

Projets bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays du bloc fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
22. Centrale électrique (Samara)	5.500	Tchécoslovaquie	3.000	Le rapport concernant le projet est approuvé. La préparation des plans est en cours. Aucun contrat de construction n'a encore été signé.
23. Ecoles techniques	1.850	URSS	920	Probablement achevé.
	91.883		47.946	

38

38

C. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

(en milliers de dinars)

Projets bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays du bloc fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
1. Chemin de fer Bagdad-Bassora	39.000	URSS	16.000	Tous les principaux travaux de terrassement sont achevés et la moitié environ de la voie ferrée est posée. Devrait être terminé vers la fin de 1963, quelques mois avant le délai prévu.

NATO CONFIDENTIEL

NATO CONFIDENTIEL  
ANNEXE II au  
AC/127-D/148

(en milliers de dinars)

Projet bénéficiant de l'aide du bloc	Coût total du projet	Pays du bloc fournissant l'aide	Montant de la participation du bloc	Etat du projet au 8.2.63
2. Chemin de fer Kirkouk-Sulaimaniya (étude seulement)	250	URSS	110	Achevé
3. Amélioration de la navigation sur le Tigre, l'Euphrate et le Chatt-al-Arab (étude seulement)	2.000	URSS	500	Probablement achevé ou au stade de l'achèvement.
4. Station de radio (Salman pak)	1.250	URSS	800	Achevé en 1961
	42.500		17.410	

- 39 -

- 39 -

NATO CONFIDENTIEL

ANNEXE IIILISTE DES PROJETS INSCRITS DANS LE PLAN DE DEVELOPPEMENT DE  
KASSEM ET CONSERVES PAR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT IRAKIEN

- (a) Papeterie (Bassora)
- (b) Usine d'extraction de soufre (Kirkouk). Propositions soviétiques écartées. Approvisionnera en soufre l'usine mentionnée en (a) ci-dessus.
- (c) Gazoduc Kirkouk-Bagdad. Acheminera le gaz purifié depuis l'usine de soufre de Kirkouk (b) aux chaudières à vapeur des turbines de la centrale électrique de Daoura (i).
- (d) Exploitation du gaz naturel à Bassora. Répond aux besoins de base de l'industrie pétrochimique à Bassora (h) et de l'usine d'engrais chimiques (e).
- (e) Usine d'engrais chimiques (Bassora). Les propositions soviétiques ont été écartées et une entreprise danoise doit soumettre de nouvelles spécifications avant la fin de 1963.
- (f) Fabrique de rayonne à Hindiyah.
- (g) Fabrique de textiles fins à Hilla.
- (h) Industrie pétrochimique à Bassora.
- (i) Energie électrique : une nouvelle centrale à Bagdad-Sud, amélioration de la centrale déjà existante à Daoura, et peut-être une centrale hydro-électrique à Samarra en liaison avec (j).
- (j) Barrage d'Eski-Mossoul.
- (k) Irrigation et drainage. Projets d'amélioration concernant le Al Ishaq, le cours inférieur du Diyala et le Dalmaj, et un nouveau projet Kirkouk-Adhaim prévoyant l'utilisation des eaux de retenue du barrage de Dibbis.